



Paris le 27 février 2008

Monsieur le Président Sarkozy,

Vous vous rendez au Tchad, un pays plongé dans une guerre civile incapable de sortir de cette logique de confrontation entre seigneurs de guerre qui a empêché la construction de la démocratie dans notre pays.

Depuis plus de 40 ans, le Tchad oscille en effet entre prises de pouvoir par les armes et confiscation du pouvoir par la force. Les leaders de l'opposition démocratique ont été toujours marginalisés tandis que les chefs de factions rebelles ont été récompensés à chaque ralliement de circonstance.

Pourtant, depuis plus de 5 ans, de nombreux acteurs de la société civile et des partis politiques ont milité pour construire une paix véritable et durable contre cette logique guerrière.

Dans cet esprit, la société civile tchadienne a défendu un projet démocratique moderne et proposé des pistes concrètes de sortie de crise basées sur un dialogue global. Nous pensons en effet que c'est la seule voie vers la démocratie, le développement socio-économique et la sécurité, seuls gages de paix et de stabilité pour la sous région. Malheureusement, ni la France ni l'Union Européenne n'ont pris en considération nos analyses et nos propositions.

Monsieur le Président, aujourd'hui, nous sommes inquiets quant à l'évolution de la situation de notre pays. Le Président Idriss Déby Itno, après sa victoire lors de l'attaque de N'djamena, n'a pas su rassembler la nation sur le chemin de la paix et de la démocratie. Il s'est retranché dans une logique guerrière et répressive. Le régime est complètement isolé et fragilisé sans aucun soutien populaire et toujours soumis à la menace des mouvements politico-armés.

La disparition des opposants politiques est doublement inquiétante, pour les opposants eux-mêmes et leurs familles bien sûr, mais aussi pour notre capacité à régler ensemble cette crise par la voix du dialogue.

Nous pensons qu'il n'est plus possible aujourd'hui de maintenir le statu quo. Il est extrêmement urgent d'engager le Tchad dans un processus de sortie de crise globale qui ne peut se limiter à la reprise d'un simple accord électoral comme celui du 13 août dernier dans ce contexte dégradé. Le Tchad a besoin d'un processus beaucoup plus approfondi. Nous estimons qu'une négociation globale, associant tous les acteurs de la crise, est nécessaire pour élaborer un Pacte national fort soutenu par la population et au service de la paix et du développement.

Monsieur le Président, nous souhaitons que votre visite à N'djamena impulse la mise en œuvre d'une politique française renouvelée au Tchad au service de la construction de la démocratie. Nous pensons que vous pouvez rassembler autour de ce projet les ressources indispensables pour y parvenir.

Dans ce sens, nous estimons que les Eléments Français au Tchad (EFT) et l'EUFOR seraient essentiels pour sécuriser et garantir un véritable processus de paix. La participation des Nations Unies et de l'Union africaine seraient un atout aux côtés de la France pour réussir ce renouveau au Tchad.

Monsieur le Président, en espérant que vous entendrez notre soif et notre besoin de paix, nous vous prions d'agréer notre parfaite considération.

La coordinatrice nationale
Me Delphine K. DJIRAIBE

Nb : ce courrier sera transmis à l'ensemble de notre réseau associatif